

# Le contrat d'entreprise



Régi aux **articles 1779 et suivants du C.civil**, on parle aussi de louage d'ouvrage.

**1710 C.civil** : le contrat d'entreprise est celui par lequel le client (**maître d'ouvrage**) commande à un prestataire (**entrepreneur**) une prestation spécifique contre une rémunération.

## Le contrat d'entreprise s'identifie par 3 éléments :

### 1. L'indépendance de l'entrepreneur

Le contrat d'entreprise se distingue du contrat de travail par **l'absence de lien de subordination** par rapport au maître d'ouvrage : le prestataire travaille en autonomie, il ne peut recevoir d'ordres autres que la demande de la prestation.

L'indépendance peut s'apprécier à travers plusieurs indices : horaires et lieux de travail, moyens utilisés, nature de la tâche à accomplir...

- **Cdc, Soc, 4 mars 2020** : nouveaux critères pour le lien de subordination : pouvoir de **donner des instructions** ; de **contrôler** l'exécution ; de **sanctionner** le non-respect des instructions.

### 2. La réalisation d'une prestation

Elle peut être matérielle ou intellectuelle.

Le contrat d'entreprise se distingue de la vente par le **caractère spécifique de la demande du client**. Dans la vente, le bien est mis à disposition par le vendeur contre un prix fixé.

La prestation peut porter sur un bien meuble ou immeuble (elle doit porter un immeuble existant, la construction étant une branche spécifique de la vente).



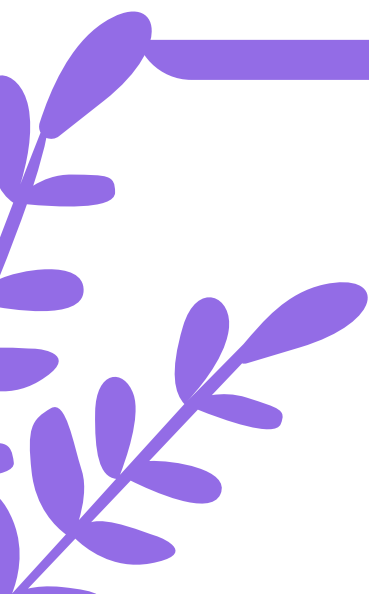


### 3. Le caractère onéreux du contrat (1710 C.civil)

L'obligation est essentiellement monétaire, néanmoins le paiement peut avoir lieu en nature ou en service.

## La formation du contrat d'entreprise

- **Forme** : écrit non obligatoire, sauf si le maître d'ouvrage est un consommateur.
- **Fond** :
  - **Accord sur la prestation** : pas nécessairement dans les détails, l'entrepreneur doit pouvoir manœuvrer.
  - **Devis fréquent** pour établir les obligations. Fonctionne comme une PU : l'acceptation par le maître d'ouvrage vaut formation du contrat.
  - **L'accord sur le prix n'est pas obligatoire** : il peut être indéterminé. Il peut aussi être fixé unilatéralement sous réserve d'abus (**1165 C.civil**). Il peut être modifié par la suite.





## Les obligations du maître d'ouvrage

### L'obligation de payer

#### Principe :

Le maître d'ouvrage doit payer la prestation. Celui-ci peut être révisé dans 2 cas :

- Si l'entrepreneur manque à son obligation (réduction du prix possible, **1223 C.civil**).
- Le juge peut réviser des honoraires excessifs pour les professions libérales (**Civ 1, 6 juin 2012**).

En principe, le paiement a lieu à la fin des travaux, par exception, il est possible de verser des acomptes.

#### Sanction du non-paiement :

L'entrepreneur non-payé peut invoquer :

- **L'exception d'inexécution : 1219 C.civil** : suspend l'exécution jusqu'au paiement.
- **Le droit de rétention** : permet de refuser la délivrance, sauf immeubles ou si le bien est au service du client (**2286 C.civil**, ex : prothèse).
- **La réserve de propriété** : nécessite une clause dans le contrat. L'entrepreneur conserve la propriété jusqu'au paiement.

À noter que l'entrepreneur immobilier dispose d'une garantie pour les travaux de plus de 12 000 euros. Le maître d'ouvrage doit alors obtenir une garantie bancaire (**1799-1 C.civil**).

## L'obligation de coopérer

**1104 C.civil** : le maître d'ouvrage doit aider l'entrepreneur dans ses démarches, à défaut, il engage sa responsabilité contractuelle.

## L'obligation de réceptionner

**1792-6 C.civil** : la réception est l'acte unilatéral par lequel le client approuve les travaux du prestataire et accepte d'en payer le prix.

S'il n'émet pas de réserves, le contrat est terminé, sans formalisme particulier. Dans le cas contraire, il peut : demander la **mise en conformité** du bien, **réduire le prix** OU en **refuser le versement** d'une partie.

Certaines clauses prévoient l'acceptation sans réserve : elles peuvent être considérées abusives et annulées par le juge (**Civ 3, 6 mai 2015**).

Si les travaux ont déjà été réceptionnés, il ne peut être demandé à l'entrepreneur de les reprendre, la réserve est alors impossible (**Civ 3, 6 septembre 2018, n° 17.21155**).

## Les obligations de l'entrepreneur

### Exécuter la prestation

Il s'agit de **respecter la prestation et les conditions de réalisation prévues au contrat**.

Prestation matérielle, l'obligation est de résultat. Prestation intellectuelle : obligation de moyens.

L'entrepreneur est tenu des **vices cachés** sur la chose : il doit vérifier qu'elle fonctionne.



**Sanction** : le principe est l'exécution forcée de la prestation (**1221 C.civil**). Néanmoins, si elle est impossible, le client peut poursuivre les travaux puis demander remboursement (**1222 C.civil**).

Si la prestation est matérielle, la simple non-exécution engage la responsabilité de l'entrepreneur. Si elle est intellectuelle, il faudra prouver qu'il n'a pas mis tous les moyens en oeuvre.



### Focus : La sous-traitance (loi du 31 décembre 1975)

L'entrepreneur peut faire appel à un tiers (**sous-traitant**) pour la réalisation des travaux. S'opère alors une chaîne de contrats entre maître d'ouvrage/entrepreneur + entrepreneur /sous-traitant).

La sous-traitance nécessite l'**accord du maître d'ouvrage**, avant ou pendant les travaux. À défaut, la responsabilité contractuelle de l'entrepreneur peut être engagée.

**Le paiement** du sous-traitant incombe en principe à l'entrepreneur. Mais le sous-traitant dispose d'une action contre le maître d'ouvrage s'il n'est pas payé.

**La responsabilité** : le sous-traitant est responsable auprès de l'entrepreneur, même si les plaintes proviennent souvent du client lui-même. En revanche, la responsabilité du sous-traitant est TOUJOURS délictuelle (depuis l'arrêt **Besse d'Ass, Plen, 12 juillet 1991**).



## Information et conseil

**1211-1 C.civil** : l'entrepreneur doit exposer les risques, ainsi que tous les éléments pour que son client connaisse les enjeux et conséquences.

Cette obligation varie en fonction de la nature du client : elle sera plus exigeante s'il est un consommateur.

Le défaut d'information entraîne la responsabilité contractuelle de l'entrepreneur, qui doit prouver l'exécution de cette obligation.

## Sécurité

**1245 C.civil** : l'entrepreneur est responsable en cas de produit défectueux.

Pour une prestation sur un lieu, l'entrepreneur doit garantir l'intégrité physique du client :

- En présence d'un aléa, notamment le comportement du client, l'obligation de sécurité est **de moyens** : l'entrepreneur doit prouver les moyens mis en œuvre pour garantir la sécurité (ex : remontées mécaniques, **Civ 1, 10 mars 1998, n°96-12141**).
- Si le client n'a pas de contrôle sur l'exécution de la prestation, l'obligation sera **de résultat** : seule la force majeure exonère l'entrepreneur en cas de dommage.

## Focus : Le contrat d'entreprise médicale

*Le contrat d'entreprise médicale prévoit des obligations spécifiques pour le médecin vis-à-vis de son patient :*



## Principe : L'obligation de soins, une obligation de moyens

L'arrêt **Mercier (Cour de cassation, 20 mai 1936)** pose les bases de la responsabilité contractuelle du médecin, tenu d'une **obligation de moyens** : il doit mettre tous les moyens possibles en œuvre pour les soins de son patient.

Depuis la **loi Kouchner du 4 mars 2002**, l'**art. L1142-1 du Code de la santé publique** dispose que le médecin est responsable de toutes les fautes qu'il commet dans l'exercice de sa fonction, SAUF celles résultant de produits défectueux (**Civ 1, 9 nov. 1999**).

Le médecin doit également obtenir le consentement de son patient, sauf s'il existe un danger immédiat pour sa survie (**Civ 1, 11 oct. 1988, n° 86-12.832**).

Le médecin n'est donc PAS TENU en cas d'aléa thérapeutique, dont le dommage est réparé par la solidarité nationale.

## L'obligation d'information et de conseil

Le médecin est soumis à cette obligation qu'il s'agisse d'une intervention banale ou risquée. À défaut, le consentement du patient n'est pas loyal et éclairé.

Depuis un arrêt de la **1ère Ch. civ du 25 février 1997** : la preuve de cette obligation peut se faire par tout moyen, elle n'est plus exclusivement à la charge du médecin.



## Le cas de la faute professionnelle du médecin

Pour engager la responsabilité pour faute du médecin, le patient doit rapporter la preuve d'un **fait fautif**, un **préjudice** ET un **lien de causalité** entre les deux.

- S'agissant de la faute : il n'y a pas de degré de gravité minimum, sa simple existence suffit.
- S'agissant du lien de causalité : appréciation casuistique, dépend de nombreux éléments.

Prescription : **L1142-28 C. santé publique** : **10 ans** à compter de la **consolidation du dommage**.

► Moment à partir duquel la santé du patient est stabilisée, qu'il ait des séquelles ou non. Cette notion est controversée : elle est souvent atteinte après un long délai et elle ne court pas pendant la minorité du patient. De plus, celui-ci peut ignorer son état de santé.

